

1^{ER} MAI

2025

FO

PAIN, PAIX, LIBERTÉ

NON
À L'ÉCONOMIE
DE GUERRE

DE L'ARGENT POUR L'ÉCOLE
ET NOS HOPITAUX
PAS POUR LA GUERRE !

ABROGATION
DE LA RÉFORME
DES RETRAITES

AUGMENTATION GÉNÉRALE
DE TOUS LES REVENUS

DEFENSE DU STATUT
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DU CODE DU TRAVAIL

DEFENSE DE LA
SÉCURITÉ SOCIALE
DE 1945

PRIME DE VIE CHÈRE
POUR TOUS !

MANIFESTONS TOUS ENSEMBLE À ST-DENIS À PARTIR DE 9H
POUR OBTENIR SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS

Le 1^{er} mai n'est ni la fête du Travail, ni la fête des travailleurs.

C'est la journée internationale de revendications et de solidarité, marquée par le sang des travailleurs depuis 1886, de Chicago à Istanbul, en passant par Paris et Fourmies. Le 1^{er} mai "fête du travail", c'est Pétain, sous le régime de vichy qui l'a instauré en faisant de cette journée un jour non travaillé en France, mais surtout en instrumentalisant cette journée en la transformant en "fête du travail et de la Concorde sociale" en référence à la devise du régime : "Travail, Famille, Patrie". Le caractère férié du 1^{er} mai disparaît immédiatement à la Libération avant d'être réintroduit dans les années qui suivent. Pour vous montrer l'importance historique de cette journée pour les travailleurs, voilà par un exemple comment dans le sang ils la fêtent et comment on ne peut la corrompre par la volonté de la classe des possédants de nier la lutte des classes. C'est en 1886 que les syndicalistes américains préparent une grande journée de grève générale interprofessionnelle pour obtenir les 8 heures. Ils choisissent la date du 1^{er} mai. A Chicago, la grève se poursuit et au troisième jour des manifestations, une bombe explose dans les rangs de la police à Haymarket. Huit dirigeants syndicalistes seront arrêtés, 4 pendus, 3 seront condamnés à perpétuité, un se suicidera en prison. Lors de la révision du procès en 1893, tous seront innocentés. **Le mouvement ouvrier international décide alors de faire du 1^{er} mai la journée internationale de revendications et de solidarité** lors de son "Congrès International" de Bruxelles. Le 14 juillet 1889, à Paris, le congrès fondateur de l'Internationale décide de faire du 1^{er} mai 1890, la journée de grève pour les 8 heures. Succès mitigé. Mais pour le 1^{er} mai suivant, toutes les composantes qui allaient fusionner pour créer la CGT quatre ans plus tard se retrouvent pour un 1^{er} mai grandiose. Elles ne savaient pas qu'il allait devenir tragique. À Paris, au petit matin, le préfet installe la troupe place de la République autour de la tour Eiffel. À 9 h, une manifestation se déroule devant la bourse du travail et deux heures plus tard les postiers rejoignent la grève alors qu'elle est strictement interdite chez les fonctionnaires. Mais c'est à 15 h et à Clichy qu'auront lieu de graves échauffourées entre une manifestation d'anarchistes et la police. Des coups de feu sont échangés, un militant anarchiste est blessé et d'autres sérieusement tabassés. Des manifestations ont lieu dans toutes les villes ouvrières de France, grandes et petites. Le même jour, dans le Nord, c'est le sang qui coulera plus abondamment : **Le drame de Fourmies.**

Fourmies, à huit kilomètres de la frontière belge, est une ville ouvrière de 15 000 habitants, comptant 37 filatures de textile. Ce secteur est en crise depuis 1885 et les conditions de travail s'y sont durcies. Ouvriers et ouvrières triment douze heures par jour dans la poussière.

Ce 1^{er} mai 1891, les piquets de grève se mettent en place entre 5 et 8 h du matin, appelant les équipes du matin à rejoindre le mouvement. Dès 9 h, les gendarmes à cheval chargent le piquet de la manufacture "Sans Pareille", arrêtant sans ménagement quatre manifestants. Outre la maréchaussée, le 84^{ème} régiment d'infanterie d'Avesnes est sur place et le sous-préfet apeuré fait venir de Maubeuge la moitié du 145^{ème} de ligne. A 11h30 les délégués des fabriques en grève sont reçus par le maire, Auguste Bernier. Ils lui remettent leurs revendications : **libération des arrêtés du matin, les 8 h, mais aussi la possibilité de créer des bourses du travail et des caisses de retraite, une meilleure hygiène dans les ateliers et l'abrogation des amendes pour retard et malfaçon.** Vers 18 h, 200 jeunes manifestants, drapeau rouge en tête, se retrouvent place de l'église face à seulement 30 soldats, des jeunes conscrits apeurés, sous les ordres du commandant Chapus, un galonné qui n'aime guère la "racaille socialiste". La foule gronde, mais n'est ni violente, ni armée. Elle arrive au contact. Chapus craint que ses hommes soient désarmés d'autant qu'ils viennent de toucher le nouveau fusil Lebel, une arme redoutable. En plus, l'officier n'a pas confiance dans ses hommes dont certains sont des appelés originaires de la région. Il hurle : *Feu, feu rapide, visez le porte-drapeau.* Neuf manifestants sont fusillés quasiment à bout-portant d'une balle en pleine tête : cinq femmes et quatre hommes de 11 à 30 ans. Neuf blessés sont arrêtés. Ils seront condamnés de deux à quatre mois pour *entrave à la liberté de travail, outrage, violence à agent et rébellion.* Le pouvoir ajoute l'ignominie à la tragédie. Trois jours plus tard, des manufactures, des mines, des ateliers, des boutiques, ils seront plus de 30.000, drapeaux rouges au vent, à accompagner les neufs martyrs jusqu'à leurs dernières demeures. Le 8 mai, à la chambre, le député socialiste Georges Clemenceau, qui n'est pas encore le "briseur de grèves" dénoncé plus tard par la jeune CGT, rend un vibrant hommage aux victimes de Fourmies. Mais la "justice de classe" ne s'arrête pas là. Le 5 juillet, elle juge en cour d'assises (aux assises comme des assassins et autres bandits de grand chemin) deux cadres du POF (Parti Ouvrier Français) : Hippolyte Culin, le responsable du POF de la région de Fourmies, qui prend six ans et Paul Lafargue, le gendre de Marx, l'auteur du fameux Droit à la paresse, responsable national du POF, qui prend un an.